

À bas le plan Trump ! Non à la loi Yadan !

Après la destruction de la bande de Gaza (71 439 morts, 171 324 blessés depuis le 7 octobre 2023), Trump a présenté le 29 septembre 2025 un « plan de paix » en présence de Nétanyahou. Sous la pression de la monarchie salafiste du Qatar et du gouvernement islamiste de Turquie, le Hamas l'a ratifié le 10 octobre. De même, la nouvelle présidente du Venezuela s'est inclinée devant les exigences de l'impérialisme dominant après le raid américain et l'enlèvement de Maduro le 3 janvier 2026.

Le 17 novembre 2025, le Conseil de sécurité de l'ONU (dont le représentant de la France) a approuvé le plan Trump. Ni la Chine (qui colonise en son sein et convoite Taiwan), ni la Russie (qui colonise en son sein et a envahi l'Ukraine), n'ont voté contre.

Outre la plus grande partie de Gaza, Israël continue à occuper impunément une partie du territoire de ses voisins, le Liban, qu'il bombarde régulièrement, et la Syrie où le gouvernement islamiste est plus prompt à chasser les forces armées kurdes qu'à affronter Israël.

Israël continue à coloniser la Cisjordanie.

Les autorités israéliennes ont approuvé l'installation de 19 colonies en Cisjordanie, portant à 69 le nombre total de colonies ayant obtenu un feu vert ces trois dernières années. (Le Monde, 21 décembre)

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée et les colons fascistes qu'elle protège et arme ont tué 1 049 Palestiniens en Cisjordanie. L'État sioniste détient 9 350 otages palestiniens dans ses prisons. La moitié des prisonniers est incarcérée sans inculpation, dans le cadre de la « détention administrative », ou sous l'étiquette de « combattants illégaux ». Ils sont très souvent victimes de torture, comme en atteste une association israélienne.

Cela inclut des violences physiques et psychologiques, des conditions de détention inhumaines, affamer, refuser des soins, parfois des violences sexuelles. La transformation des prisons en un réseau de camps de torture fait partie de l'offensive contre la société palestinienne. (B'Tselem, Rapport, 19 janvier)

Depuis le cessez le feu du 10 octobre 2025, l'armée israélienne a tué 463 personnes dans la bande de Gaza. L'armée coloniale entrave toujours l'entrée de l'aide humanitaire. 2 millions de Gazaouis sont cantonnés à une partie réduite d'un territoire déjà exigu et subissent toujours la pénurie de nourriture, d'eau potable, de médicaments et d'énergie.

Le gouvernement américain vient de donner l'autorisation au gouvernement islamiste de Syrie (issu d'Al Qaida) d'en finir par la force avec la zone autonome kurde du Rojava. Le PKK s'était vendu aux États-Unis en 2014 comme meil-

leur rempart contre les djihadistes de l'EI, puis en 2025 au gouvernement islamiste de Turquie au nom de la paix. Ce sont les masses kurdes qui paient le prix des illusions et des capitulations des chefs nationalistes bourgeois. De même, la bourgeoisie palestinienne est, par nature incapable de s'adresser aux travailleurs arabes, turcs, perses, kurdes, juifs... du Proche-Orient. Cela vaut pour son ancienne composante panarabe (Fatah), aujourd'hui collaboratrice d'Israël, comme pour sa fraction cléricale (Hamas).

Trump met en place son « Conseil de la paix ». Le porte-parole du Hamas s'en réjouit.

La balle est désormais dans le camp des médiateurs, du garant américain et de la communauté internationale pour donner les moyens au comité. (Bassem Naïm, Site du Centre Palestinien d'information, 15 janvier)

Le 16 janvier, Trump nomme un organe exécutif qui désigne les 15 Palestiniens du « Comité transitoire pour gouverner Gaza ». Le 22 janvier, à Davos, le gendre de Trump, Kushner, annonce que le « Conseil de la paix » lance un projet immobilier sur le front de mer, alors qu'Israël, après avoir rasé Gaza, réduit 40 % (800 000) de sa population actuelle à loger sous une tente, dans

le froid et les intempéries.

À bas le « plan de paix de Trump » et de l'ONU. Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte. Arrêt des bombardements et retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie. Libération sans condition de tous les prisonniers palestiniens. Palestine unifiée, démocratique, laïque, multilingue.

En France, le gouvernement soutient Israël, collabore avec l'armée sioniste, persécute les défenseurs de la cause palestinienne. Cela ne suffit pas à la plupart des partis bourgeois (Ensemble, MoDem, Horizons, LIOT, LR, UDR et RN). Avec la complicité de l'aile droite du PS, ils soutiennent une proposition de loi n° 575 dite Yadan qui, au nom de la lutte contre le terrorisme et l'antisémitisme, permettrait de traquer les opposants au génocide.

Fin de toute recherche à des fins militaires avec Israël. Blocage de toute livraison d'armes à Israël comme l'ont fait les dockers du Havre le 10 décembre. Abrogation de la loi dite « antisémitisme » dans l'enseignement supérieur. Annulation de toutes les procédures et peines contre les militants propalestiniens. Ouverture des frontières de la France et de l'Union européenne aux blessés et aux réfugiés palestiniens. Retrait de la proposition de loi Yadan.

23 janvier 2026

